

Il existe des situations où on ne peut qu'espérer que, avec le temps, l'aide que nous consentons avec d'autres donnera à la population la force dont elle a besoin pour renverser des gouvernements injustes et sans principes. Nous pouvons considérer, dans une perspective assez longue, l'agitation inévitable à laquelle aboutissent les espoirs grandissants comme une période transitoire qui débouchera sur un monde plus stable et plus prospère.

Cette question de l'aide au développement devrait davantage retenir l'attention des Canadiens qu'elle ne le fait actuellement. L'aide au développement constitue l'élément le plus important de nos relations avec le Tiers monde. C'est que la lutte contre la pauvreté est tout aussi prioritaire dans nos relations avec le Tiers monde qu'elle l'est au Canada même. C'est essentiellement pour les mêmes raisons que nous accordons de l'aide aux pays en voie de développement et que nous venons en aide aux défavorisés au Canada.

Dans le Livre blanc du Gouvernement sur la politique étrangère, la question est posée dans les termes suivants: "Une société qui se permet d'ignorer la pauvreté à l'étranger pourra plus facilement l'ignorer chez elle; une société qui se préoccupe de la pauvreté et du développement à l'étranger s'occupera de la pauvreté et du développement chez elle. Nous ne parviendrons pas à créer une société véritablement juste au Canada même, si nous ne sommes pas prêts à faire notre part pour la création d'une société mondiale plus juste. Ainsi, notre politique extérieure dans ce domaine devient un prolongement de notre politique nationale."